

ARRÊTÉ CONTRÔLE DES RACCORDEMENTS AUX ASSAINISSEMENTS DES EAUX USÉES

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses article Articles L.2212-1 et L.2212-2

Vu le code de la construction et de l'habitation

Vu la loi du 2006-1772 du 30/12/2006 sur l'eau et les milieux aquatiques

Vu la délibération du Conseil Communautaire de CAP Atlantique en date du 5 mai 2011 décidant d'instaurer une vérification de conformité du réseau privatif lors des mutations Immobilières,

Considérant la nécessité de veiller au contrôle de l'ensemble des installations d'assainissement afin d'optimiser les conditions de salubrité publique

Considérant que l'instauration d'un contrôle systématique lors des mutations constitue un moyen opérationnel permettant de régulariser les situations de non-conformité

ARRÊTE

Article 1 : A l'occasion de toute mutation d'un bien immobilier raccordé ou susceptible de l'être au le public d'assainissement, le propriétaire ou son représentant doit faire effectuer un contrôle des installations de collecte intérieure des eaux usées ainsi que de son raccordement au réseau public.

Le document, daté de moins de 3 ans au moment de la signature de l'acte de mutation, doit être joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L.271-4 et L.271-5 du Code de la construction et de l'habitation.

Article 2 : Le propriétaire doit en faire la demande auprès des services de CAP Atlantique (3 avenue des Noëlle BP 64 44503 LA BAULE CEDEX) qui procédera soit directement au contrôle, soit qui indiquera une entreprise susceptible de le faire.

Article 3 : La prestation sera facturée directement au propriétaire cédant conformément à la grille tarifaire arrêtée par délibération du Conseil communautaire.

Article 4 : À l'issue du contrôle un rapport sera transmis au propriétaire avec copie à la ville.

Article 5 : En cas de non-conformité le propriétaire disposera d'un délai de six mois pour réaliser les travaux de mise aux normes.

Article 6 : faute pour les propriétaires de respecter les obligations édictées aux articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique, la commune pourra, après mise en demeure, procéder d'office aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Article 7 : Le délai de validité du contrôle est de trois ans en l'absence de travaux intervenus postérieurement au dernier contrôle réalisé.

Article 8 : copie du présent arrêté est transmise :

- À Monsieur le Sous-préfet de Saint-Nazaire,
- À Monsieur le Président de la communauté d'agglomération CAP Atlantique
- A la chambre départementale des notaires
- A la fédération nationale des agents immobiliers, chambre de Loire Atlantique

Article 9 : sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté :

- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville
- CAP Atlantique

Fait à Batz-sur-Mer,
le 5 décembre 2013

Le Maire,

Danielle RIVAL

Publié le

Ou notifié le

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, compte tenu de sa transmission en Sous-Préfecture et de sa publication,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

Transmis au représentant de l'État le :